

Écologie

1.État des lieux de la catastrophe

L'état de notre planète ne relève plus de la mise en garde, mais de l'urgence factuelle. Ces cinquante dernières années, nous avons tué plus de la moitié des mammifères, amphibiens, reptiles, poissons, oiseaux. Le consensus scientifique est clair et accablant : nous avons dépassé des points de non-retour, et les écosystèmes, incapables d'absorber davantage les assauts de l'activité humaine débridée, s'effondrent sous nos yeux. La catastrophe écologique n'est pas une projection future ; elle est un processus actif qui redéfinit déjà nos conditions de vie et nécessite une réponse immédiate et systémique.

Le dérèglement du climat, le dérèglement du cycle de l'eau et l'anthropisation intensive produisent des effets en cascade (réfugiés climatiques, extinction des espèces...) et leur désolant cumul mérite d'être baptisé **écocide**. L'attribution de cette responsabilité n'est ni floue, ni répartie également. Cet écocide est le produit direct d'un modèle économique prédateur - le capitalisme - obsédé par une croissance illimitée sur une planète aux ressources finies. Les principaux coupables sont bien identifiés : les grandes multinationales dont celles des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) pour qui les profits colossaux dépendent de la destruction climatique ; les lobbies agro-industriels qui imposent la déforestation, l'usage massif de pesticides et herbicides et l'épuisement des sols ; et enfin, les gouvernements complices qui, sous l'influence de ces intérêts, renoncent à toute régulation ambitieuse et subventionnent, par inertie ou par calcul, l'accélération de la catastrophe. La responsabilité est donc systémique et intentionnelle : elle réside dans la primauté accordée au bénéfice privé à court terme sur l'habitabilité collective à long terme.

Tout le monde ne subit pas cet écocide de la même manière : comme toujours, les populations les plus précaires sont les plus touchées. La multiplication des événements climatiques extrêmes ne fera que renforcer les inégalités régionales, avec un accroissement de situations locales dégradées (guerres, famines, réfugiés climatiques, etc.). C'est un fait, les populations qui vont souffrir le plus du désastre climatique, ce sont celles qui vivent en Afrique. En plus d'être anticapitaliste, la lutte écologique ne peut être qu'internationaliste.

C'est la bourgeoisie qui pollue le plus. Pourtant, en vantant l'écologie des petits gestes, elle s'exonère de tout regard critique sur sa responsabilité dans la catastrophe en cours. Dans un monde inégalitaire, il est difficile pour les classes moyennes et populaires de se projeter vers un avenir plus sobre et plus contraint si la bourgeoisie continue d'émettre des gaz à effet de serre à la hauteur de ses moyens. L'argent, le statut ou le pouvoir ne doivent pas donner le droit à certaines d'obérer la survie des autres. Il faut lutter contre ce système de domination et d'accaparement, et penser que la fin du capitalisme demain est possible et vitale pour notre société.

Notre syndicalisme doit avoir un double objectif : conquérir de nouveaux droits et nous rendre aptes à imaginer un ordre socioéconomique alternatif afin de lutter contre les capitalistes qui imposent et légitiment un ordre toujours plus inégalitaire et autoritaire.

2. Un système scolaire complice

L'école ne prend pas la mesure de la catastrophe en cours. L'arsenal rhétorique de l'Éducation Nationale — E3D, éco-délégués, « changement climatique », transition écologique — n'est qu'un verbiage institutionnel. Loin de nommer l'urgence, ce langage édulcore la catastrophe, perpétuant le mythe d'une possible compatibilité entre le capitalisme et la survie planétaire.

Dès lors, "l'éducation à l'environnement" devient un nouveau marché à développer : externalisation des interventions sur le sujet (exemple de la fresque du climat). Ces dispositifs créent auprès des jeunes générations l'illusion d'une transition en cours et d'un possible miracle scientifique et technologique. Ainsi la préservation du capitalisme apparaît comme souhaitable, la "croissance économique" comme un impératif non négociable, et le technosolutionnisme comme l'unique horizon politique pour éviter l'effondrement sans renoncer à l'ordre établi.

Lorsque le label (EDD) devient l'objectif, il ne s'agit plus de lutter contre la catastrophe en cours mais de maintenir le statu quo en déchargeant l'institution de ses responsabilités concrètes.

3.Appel à une transformation globale

Ce greenwashing en œuvre dans l'éducation nationale n'est que le reflet d'une politique plus globale. L'école ne doit pas servir à transmettre l'idéologie du capital. En tant que syndicat révolutionnaire, Sud éducation Lot-et-Garonne, porte un projet d'émancipation pour toutes et tous. Ainsi, nous devons permettre aux élèves de poser un regard critique sur ces mythes et nourrir un désir de changement sociétal. Une autre école pour une autre société. Il s'agit donc de transmettre à nos élèves un autre rapport au monde. Contrairement à ce que prétendent nos détracteurs qui parlent d'écologie punitive, "l'enjeu n'est pas de se restreindre : il consiste à s'interroger sur ce qui est désirable et à s'enivrer, sans réserve, de nouveaux enchantements" (Aurélien Barrau). Il ne s'agit pas de vivre dans le manque et la privation mais de changer nos imaginaires et d'envisager de nouveaux moyens de vivre bien.

Sud éducation Lot-et-Garonne revendique pour l'école :

- **Une école polytechnique** : Une école qui ne hiérarchise pas les matières mais allie les matières dites générales, les disciplines artistiques, sportives et culturelles mais aussi les matières techniques et manuelles. L'objectif est de former des individus complets capables d'appréhender l'environnement par la théorie et par la pratique.
- **Une éducation à l'urgence climatique** : L'abandon du concept de développement durable et la mise en place d'une éducation à l'urgence climatique, dans le cadre d'une approche systémique et pluridisciplinaire, à la fois théorique et pratique afin d'outiller les futures générations pour les enjeux à venir.
- **Une École Émancipatrice et Démocratique** : Une école qui ne se limite pas à la transmission des connaissances, mais qui est un lieu d'apprentissage d'une citoyenneté active et engagée écologiquement.

- **Des Pédagogies Émancipatrices et Coopératives** : Le passage d'une culture scolaire axée sur la performance individuelle et la compétition à un environnement basé sur l'entraide.

- **Une Refonte Complète des Programmes Scolaires** : Une révision en profondeur des contenus d'enseignement pour les adapter aux enjeux du XXI^e siècle (sociaux, climatiques, technologiques) et pour s'assurer qu'ils sont réellement au service de l'émancipation et de l'égalité.

En attendant que ces changements structurels voient le jour, il est impératif d'agir ici et maintenant avec des mesures concrètes.

Nous pensons que l'Éducation Nationale doit présenter une cohérence absolue entre ses programmes d'enseignement et ses pratiques administratives. L'école ne peut plus se contenter d'enseigner l'urgence climatique si elle ne l'incarne pas elle-même.

Nous affirmons qu'il est impossible d'espérer construire des citoyens éclairés et acteurs du changement climatique si l'Institution n'est pas la première à faire preuve d'une exemplarité environnementale concrète.

C'est pourquoi nous revendiquons :

- un plan de rénovation du bâti scolaire pour la réduction des consommations énergétiques et le confort de toutes et tous,
- l'aménagement des abords des écoles pour faire plus de place au vélo et aux déplacements pédestres,
- un plan de diminution et recyclage des déchets,
- la création d'un cadre de vie sain notamment à travers un plan de végétalisation des établissements scolaires,
- la mise en place d'une restauration scolaire, qui permettrait de baisser l'impact environnemental de la nourriture servie, de nourrir sainement les membres de la communauté éducative. La priorité sera donnée aux productrices et producteurs locaux, à l'agriculture paysanne et bio, aux menus végétariens,
- la formation des personnels et des élèves au coût environnemental du numérique, et en particulier de l'intelligence artificielle ;
- la sortie du tout numérique pour un usage raisonné et réfléchi de cet outil.